



CP C A F

Conférence
Permanente des
Chambres Consulaires
Africaines et Francophones

2023

BAROMÈTRE

**DE L'OPINION DES ENTREPRISES
AFRICAINES**

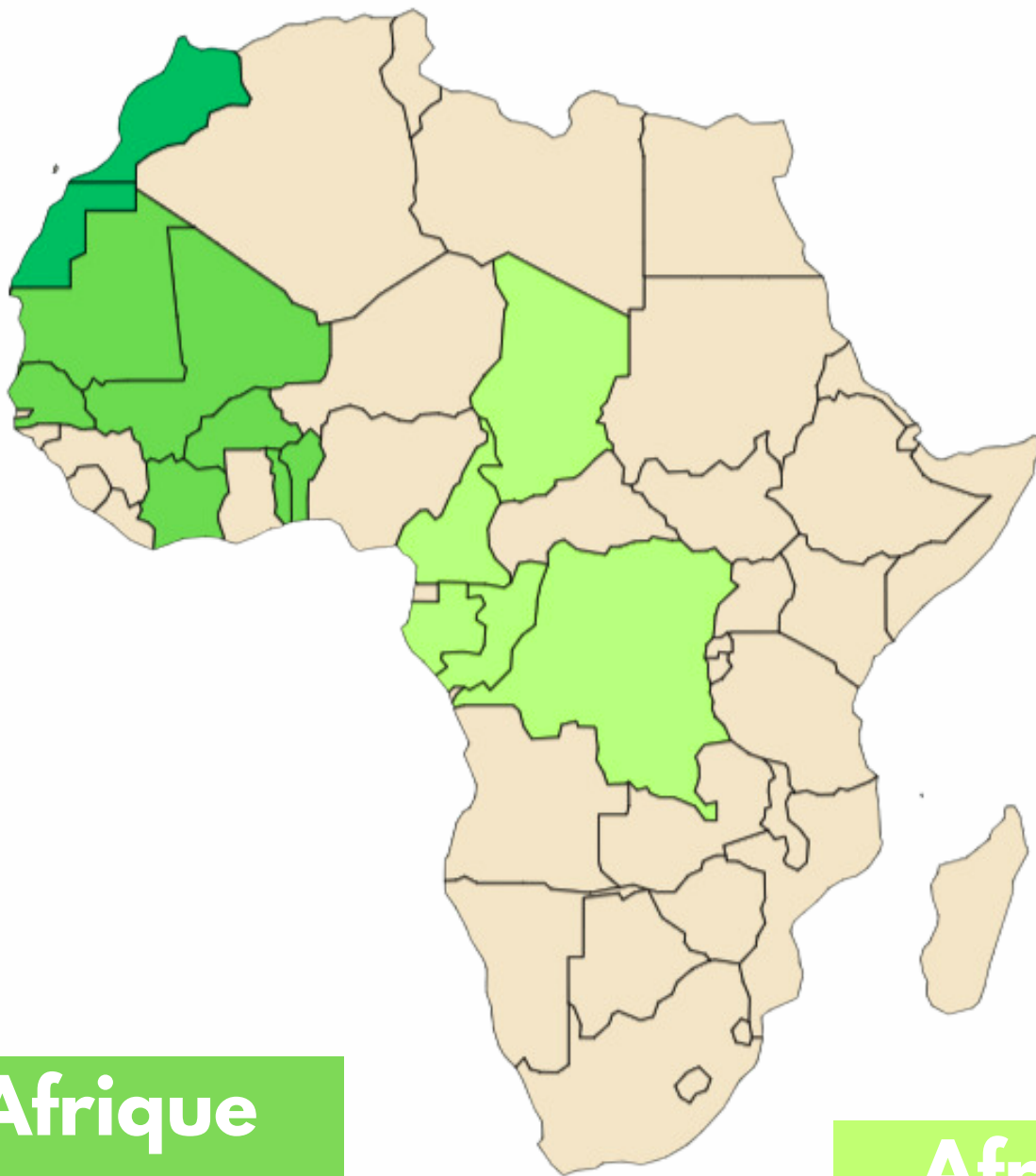


13
PAYS

13
**CHAMBRES
CONSULAIRES**

5625
ENTREPRISES

3 ZONES D'ETUDE



Afrique de l'Ouest

Sénégal

Côte d'Ivoire

Mauritanie

Burkina Faso

Mali

Togo

Bénin

Afrique du Nord

Maroc

Afrique Centrale

Tchad

RD Congo

Congo

Gabon

Cameroun

LE BAROMÈTRE CPCCAF DE L'OPINION DES ENTREPRISES AFRICAINES

À partir de son important réseau de chambres africaines et francophones, la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) organise chaque année, depuis 2013, **un baromètre de l'opinion des entreprises africaines**.

Ce baromètre répond à l'ambition de mieux connaître et mesurer l'environnement économique en Afrique. C'est **un outil efficace de plaidoyer auprès des autorités publiques**. De plus, le baromètre permet la représentation des intérêts des opérateurs économiques. Enfin, c'est également un objet que les chambres consulaires peuvent utiliser.

Le Baromètre CPCCAF permet de comparer chaque année le moral des PME africaines francophones sur leur développement économique. Il vise plus particulièrement à **établir un diagnostic annuel précis du climat des affaires dans chaque pays concerné** par l'enquête, avec un repérage des difficultés que les PME peuvent rencontrer, pour ensuite aider les organisations intermédiaires à remédier à ces obstacles, grâce à une adaptation de leurs services et capacités d'accompagnement aux entreprises.

En 2023, entre avril et juillet, **13 chambres issues de 13 pays d'Afrique francophone ont collecté les réponses sur le thème de l'environnement de plus de 5 600 entreprises**. Malgré des moyens souvent limités et un contexte d'ensemble généralement peu favorable à la restitution des résultats, les chambres du réseau CPCCAF ont pu obtenir des résultats intéressants.

L'analyse de l'ensemble des données récupérées par la CPCCAF a ensuite été effectuée, en août, par **le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services (CROCIS) de la Chambre de commerce et d'industrie d'Île-de-France**.

LA MÉTHODOLOGIE

COLLECTE DE DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Entre avril et juillet 2023, grâce à un questionnaire de 30 questions, la CPCCAF ainsi que ITC ont pu évaluer l'impact des risques environnementaux et analyser les pratiques des entreprises en matière d'atténuation et d'adaptation à ces défis

Plus de 5 600 enquêtes approfondies

Les données ont été recueillies auprès d'entreprises du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo.

RENFORCER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est une crise mondiale.

Ses conséquences dévastatrices affectent déjà des vies et des entreprises dans le monde entier. La variabilité des températures, la pénurie d'eau et les conditions météorologiques extrêmes pèsent de plus en plus sur les entreprises africaines.

Parmi elles, les PME sont particulièrement vulnérables : un manque de sensibilisation, de savoir-faire technique et/ou de moyens financiers rendent ces entreprises moins susceptibles d'adopter des mesures d'adaptation et d'atténuation.

Sensibiliser les PME à la crise climatique actuelle et les aider à améliorer leur situation financière ainsi que faciliter l'accès aux technologies appropriées les aidera à adopter des stratégies résilientes et à améliorer leur compétitivité à long terme.

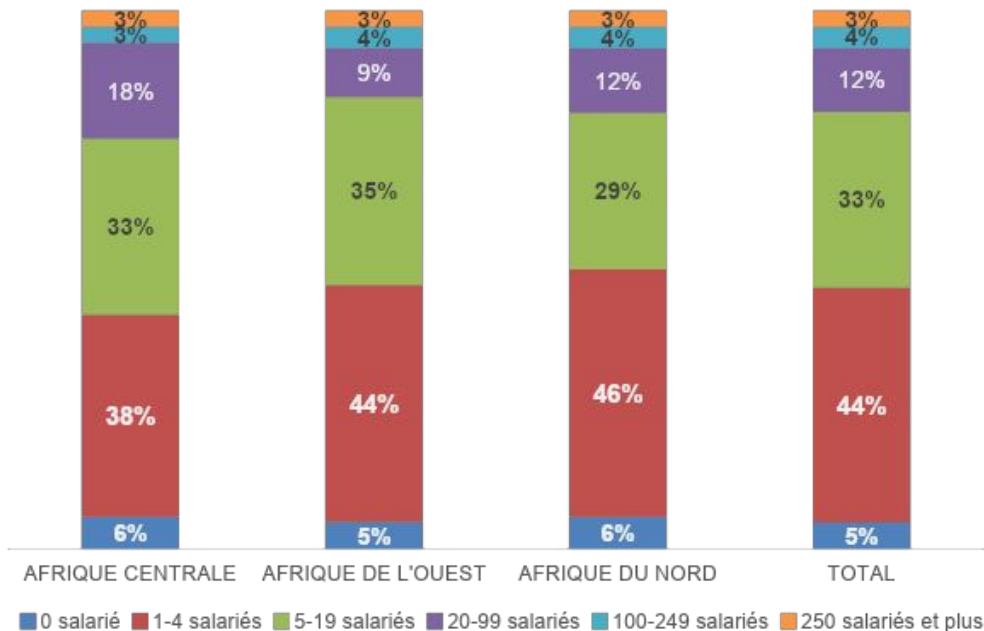
EN PARTENARIAT AVEC



La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et Le Centre du commerce international (ITC) ont uni leurs forces en 2023 pour aider le réseau des chambres de commerce d'Afrique francophone à comprendre comment les petites et moyennes entreprises (PME) répondent aux défis environnementaux dans leurs pays.

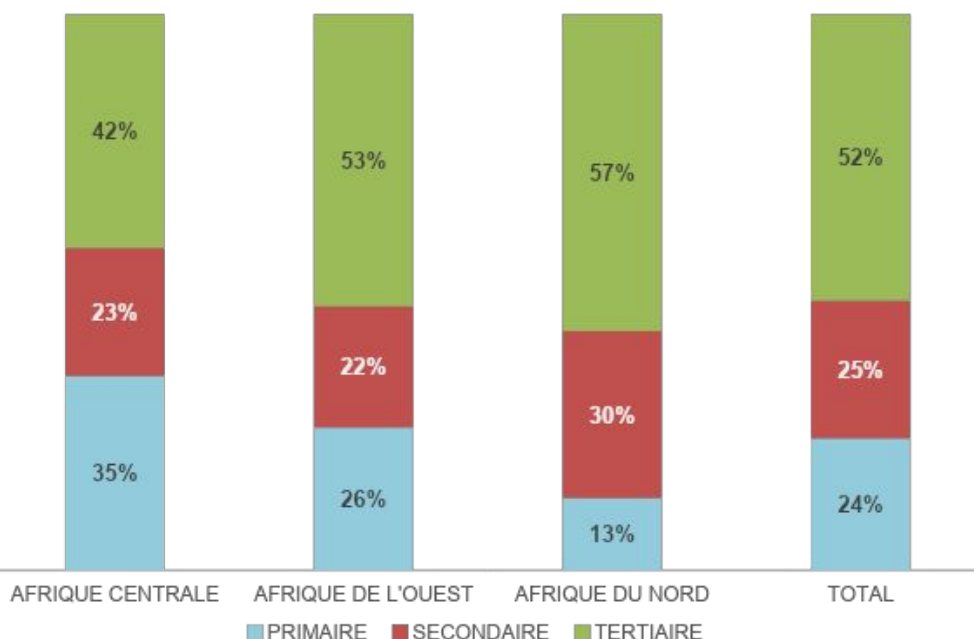
DESCRIPTION DU PANEL

Effectif salarié permanent



Parmi les participants à l'enquête, 49% étaient des entreprises de très petite taille (moins de quatre salariés), 32% des entreprises de petite taille (entre 5 et 19 salariés), 12% des entreprises de taille intermédiaire (entre 20 et 99 salariés) et 7% des entreprises de grande taille (plus de 100 salariés).

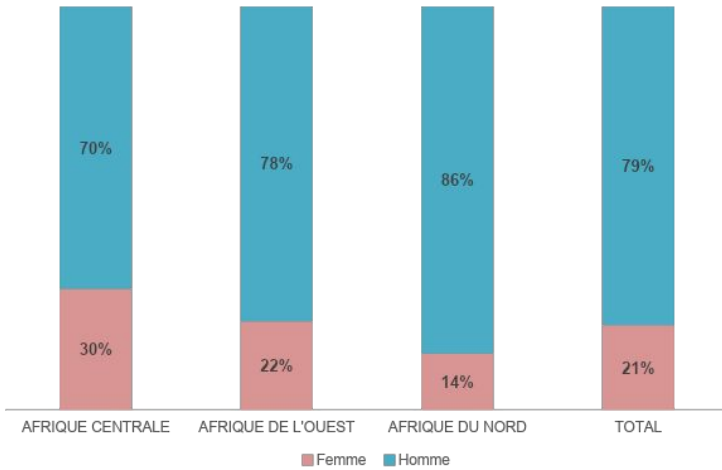
Secteur d'activité



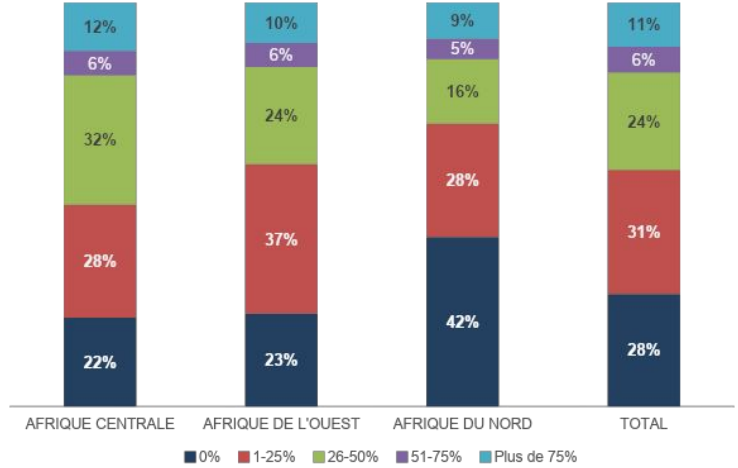
Le secteur tertiaire dit des services représente la moitié de l'activité (52%) pour nos entreprises. 25% étant consacrés au secteur industriel et 24% au secteur primaire.

DESCRIPTION DU PANEL

Genre du dirigeant de l'entreprise



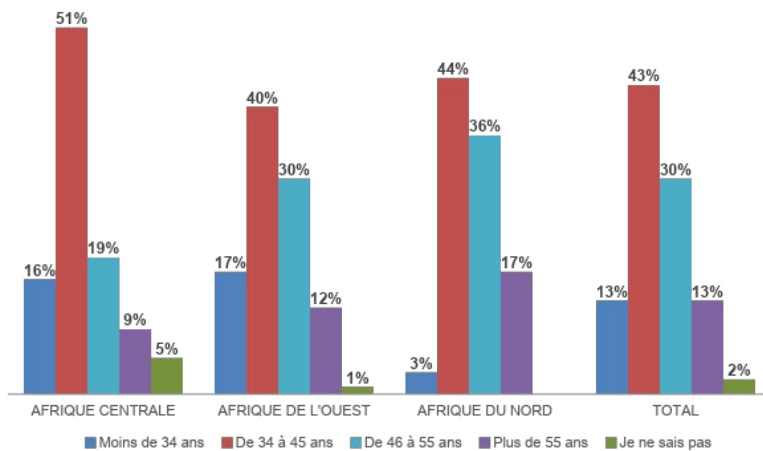
Part de femmes au sein de l'entreprise



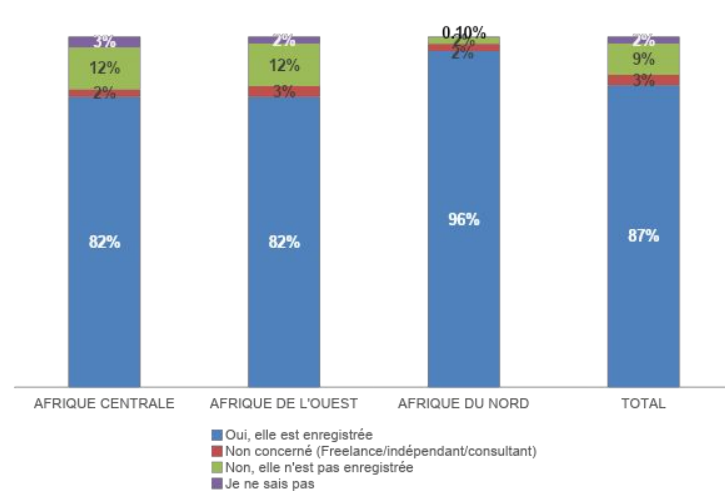
Les femmes représentent 21 % des dirigeantes sur le total des entreprises des trois zones contre 79 % d'hommes dirigeants.

En 2023, 6% des entreprises déclarent que les femmes sont majoritaires au sein de leur structure.

Âge du dirigeant de l'entreprise reprise



Entreprises enregistrées auprès d'une autorité nationale

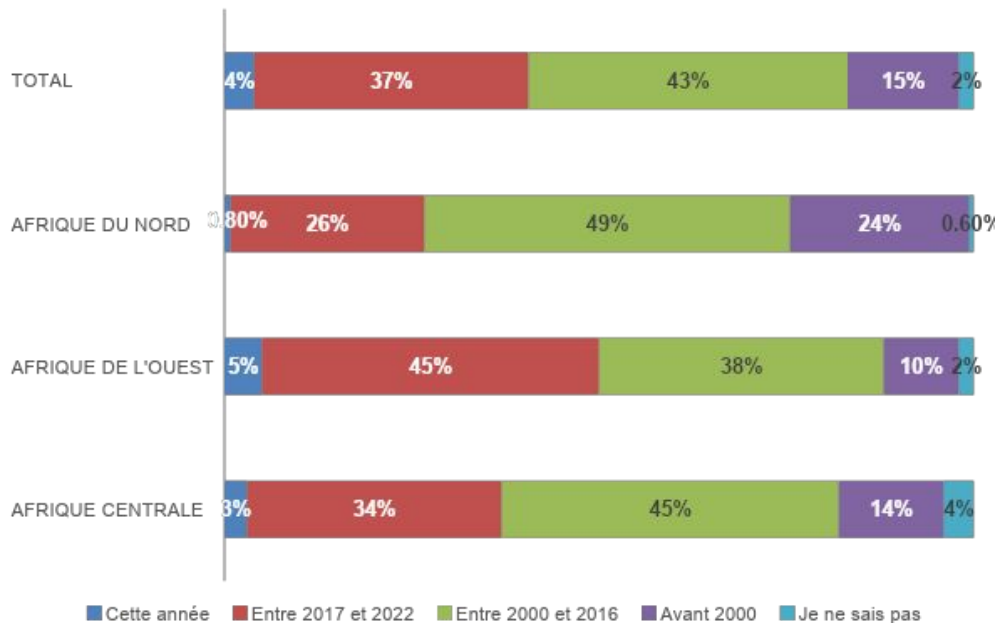


En moyenne environ 73% des dirigeants d'entreprises ont entre 34 ans et 55 ans sur les 3 zones.

En 2023, 87% des entreprises sont enregistrées auprès d'une autorité nationale. Contre 9% non enregistrées.

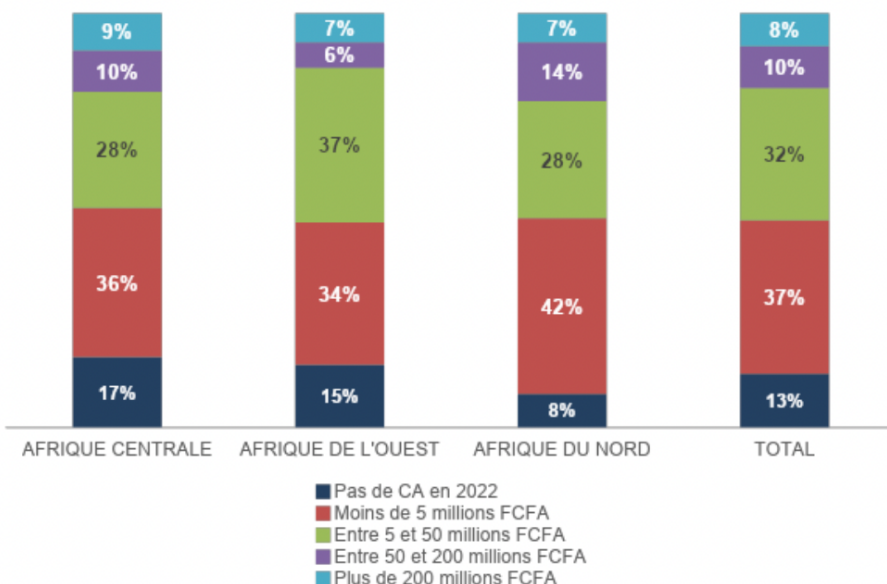
DESCRIPTION DU PANEL

Ancienneté de l'entreprise



Sur les 5625 entreprises interrogées en 2023, 43% ont au moins 7 ans d'ancienneté. Les entreprises de moins de 6 ans constituent 37% du total. Les entreprises qui existent depuis plus de 20 ans représentent 15% des trois zones confondues. Les entreprises créées en 2023 représentent seulement 4%.

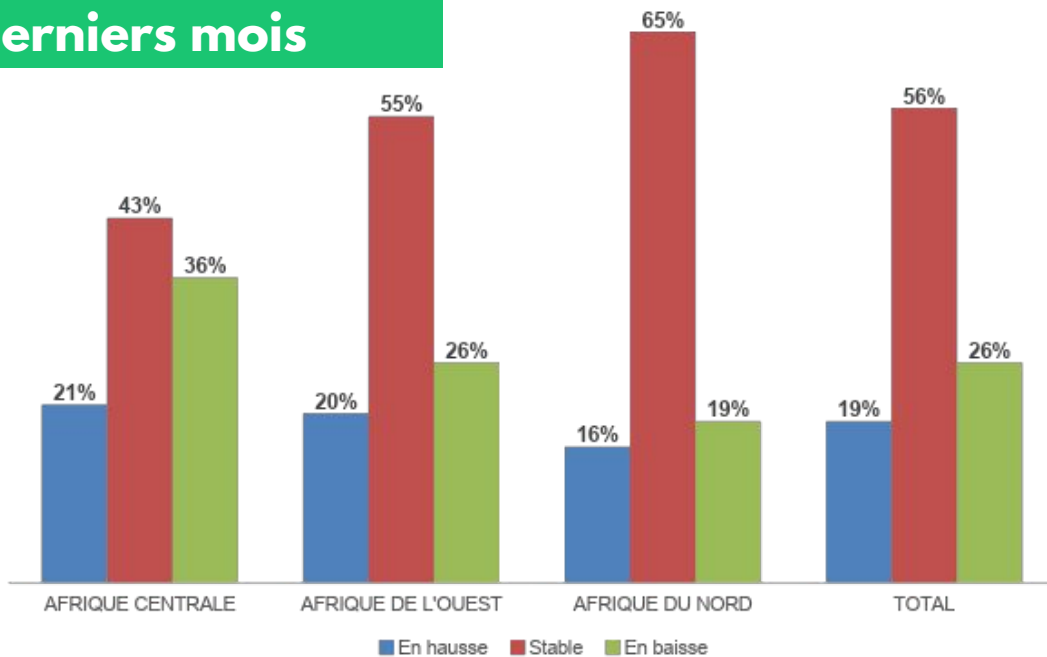
Chiffre d'affaires Hors Taxes



On constate une que 50% des entreprises déclarent moins de 5 millions de CFA, dont 13% aucun CA, en 2022.

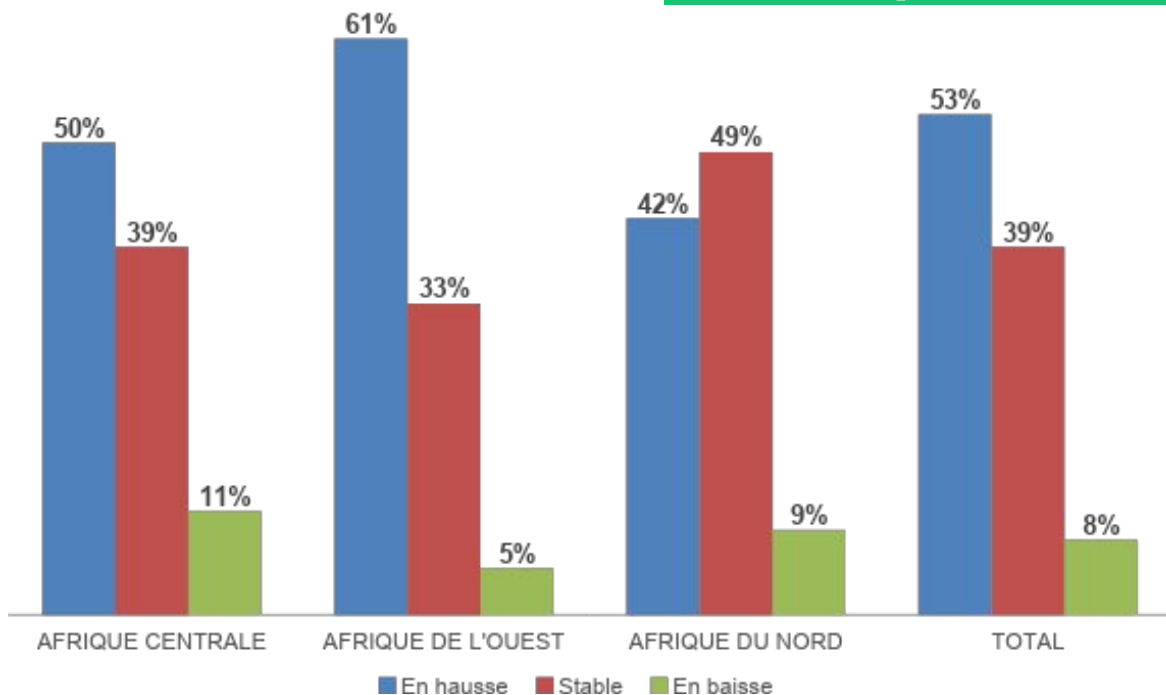
RÉSULTATS

Chiffre d'affaires total sur les 6 derniers mois



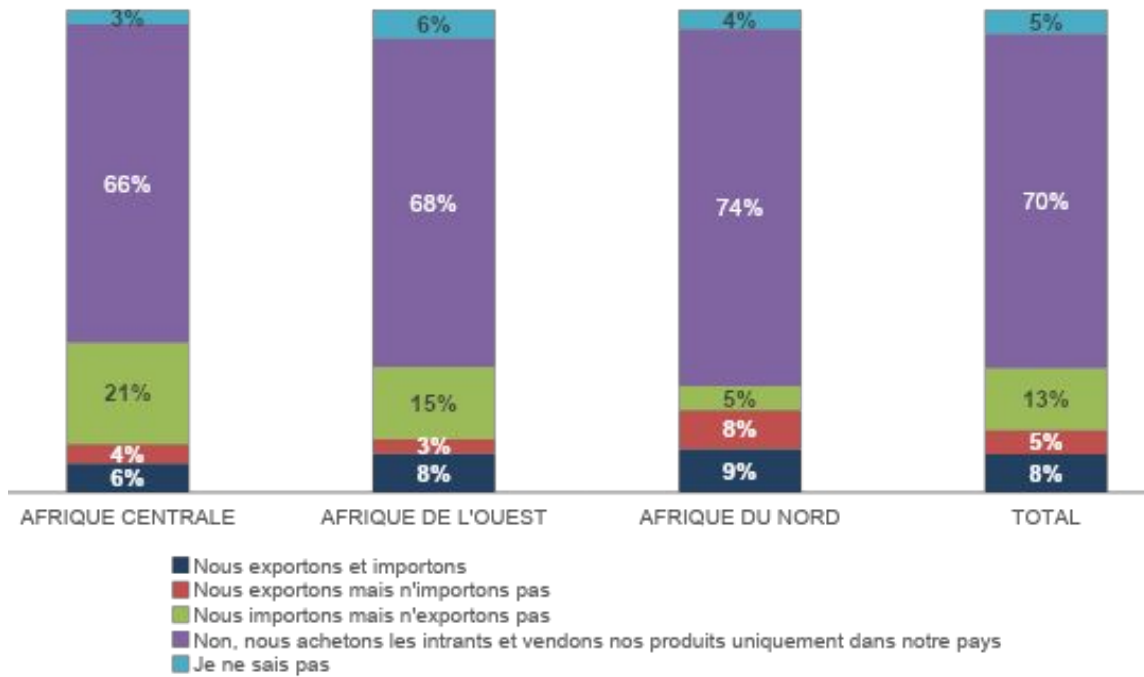
On constate ici une tendance généralisée à la stabilisation du chiffre d'affaires sur les 6 derniers mois toute zones confondues.

Prévisions du CA total sur les 6 prochains mois



On constate ici un optimisme quant aux prévisions du chiffre d'affaire total sur les 6 prochains mois avec 53% des entreprises (toutes zones confondues) qui prévoient une hausse de leur CA. Cette tendance est notamment visible en Afrique de l'Ouest avec 61% des entreprises qui prévoient une augmentation de leur CA sur les 6 prochains mois.

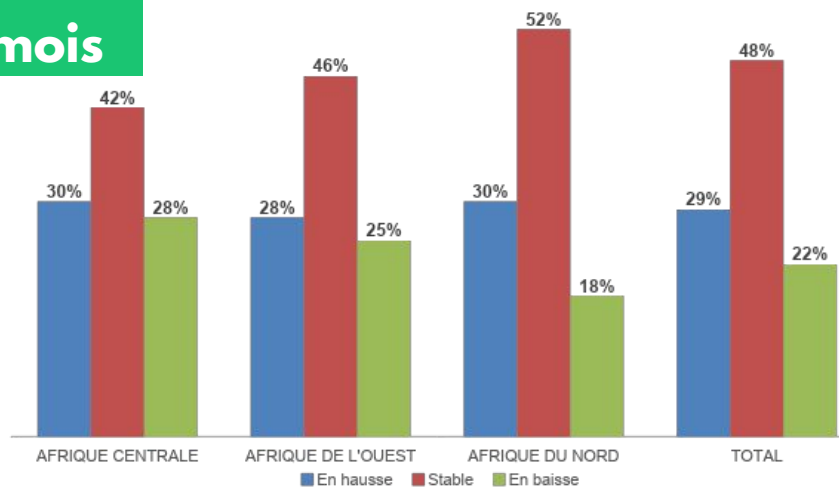
Réalisation d'un CA à l'export



Sur l'ensemble des entreprises, la part des entreprises exportatrices est de 13%. La grande majorité a uniquement un marché local.

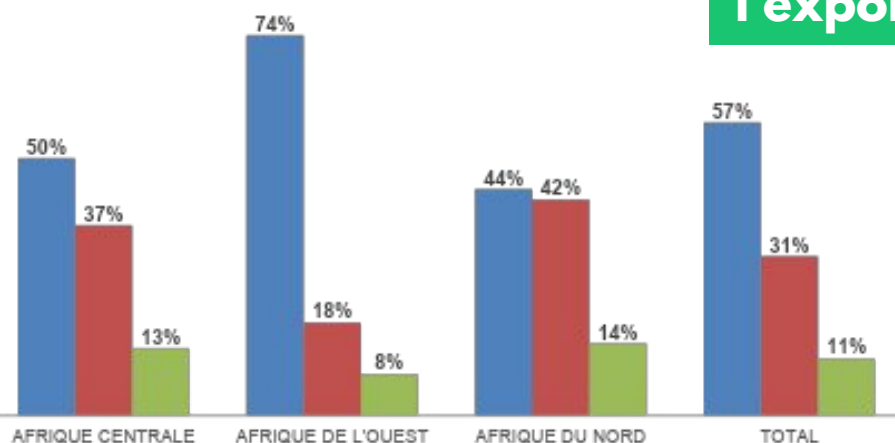
Constat de l'Evolution du CA national sur les 6 derniers mois

Lorsque les entreprises exportent, les chiffres d'affaires ont été plus souvent en hausse qu'en baisse ce qui montre le potentiel de ces entreprises et leur intérêt à se positionner à l'international.



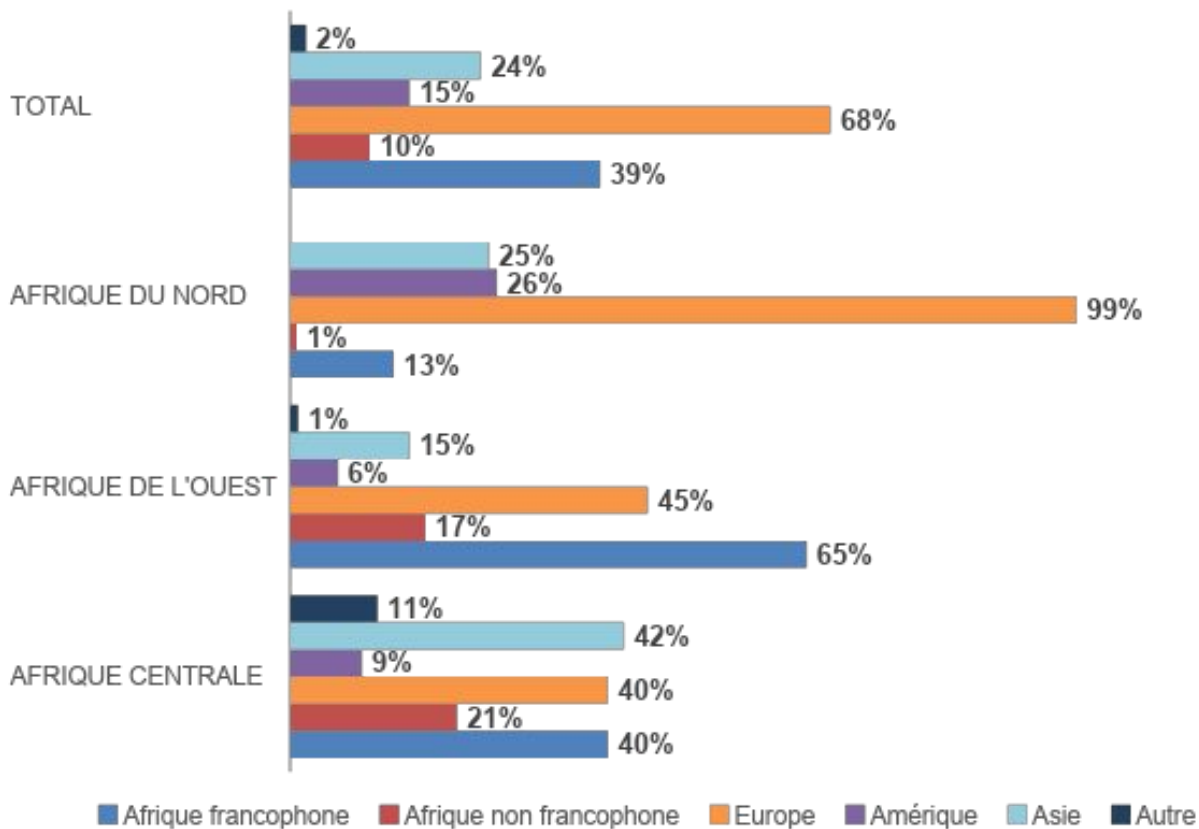
Prévision de l'évolution du CA à l'export sur les 6 prochains mois

Les perspectives de croissance du chiffre d'affaires à l'export dans les six prochains mois sont très optimistes pour la grande majorité des entreprises. Avec en Afrique de l'Ouest des prévisions à hauteur de 74%.



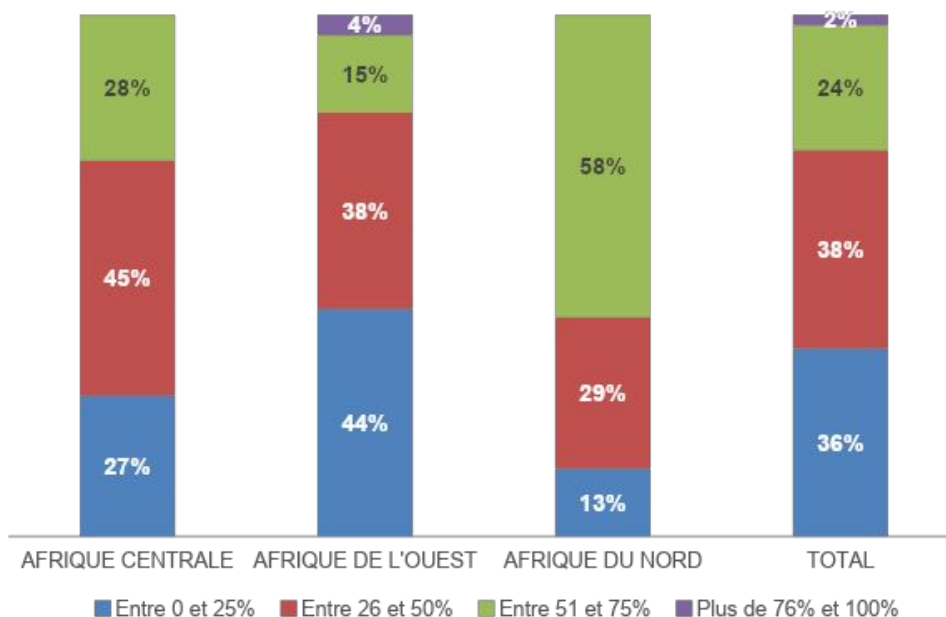
■ En hausse ■ Stable ■ En baisse

Zones principales d'exportations des entreprises



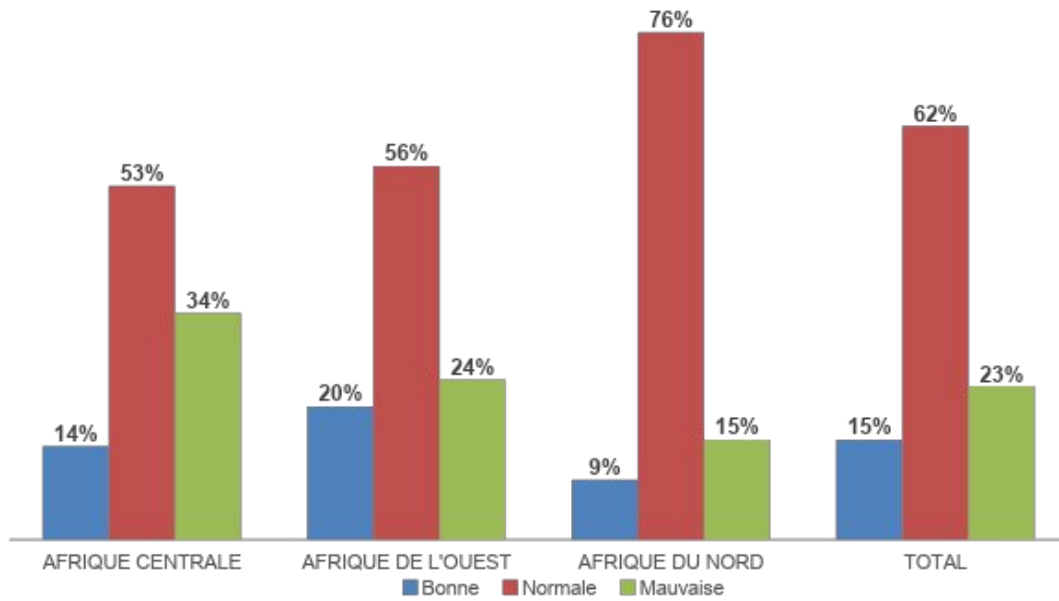
Le premier client pour les entreprises africaines exportatrices est l'Europe. En Afrique de l'Ouest, les débouchés sont principalement auprès des pays voisins (Afrique francophone). Pour les entreprises d'Afrique centrale, les clients sont situés en Europe, en Afrique francophone mais aussi en Asie.

Pourcentage du CA à l'export réalisé en Afrique francophone



Cette année 24% des entreprises réalisaient plus de 50% de leur CA en Afrique francophone.

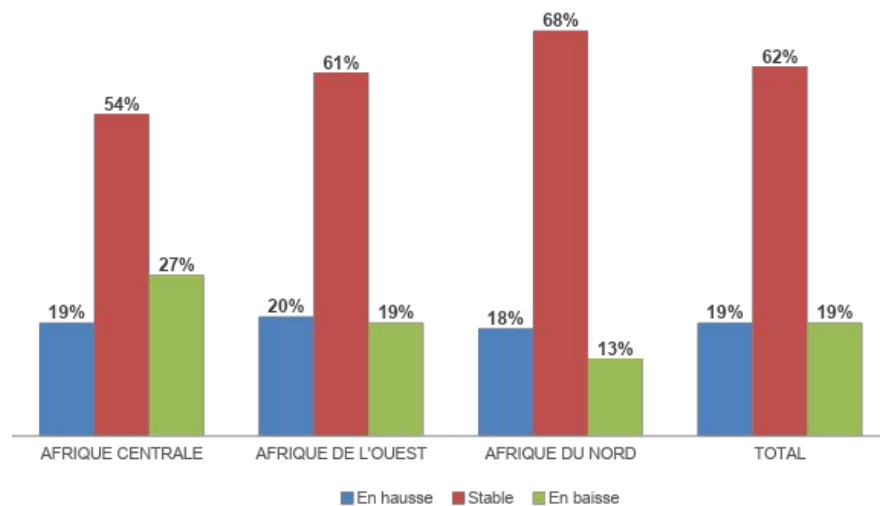
Situation financière des entreprises



La majorité des entreprises indique une situation financière normale. Cependant, la part des entreprises déclarant une situation financière mauvaise est supérieure à celles déclarant une situation financière bonne notamment en Afrique centrale.

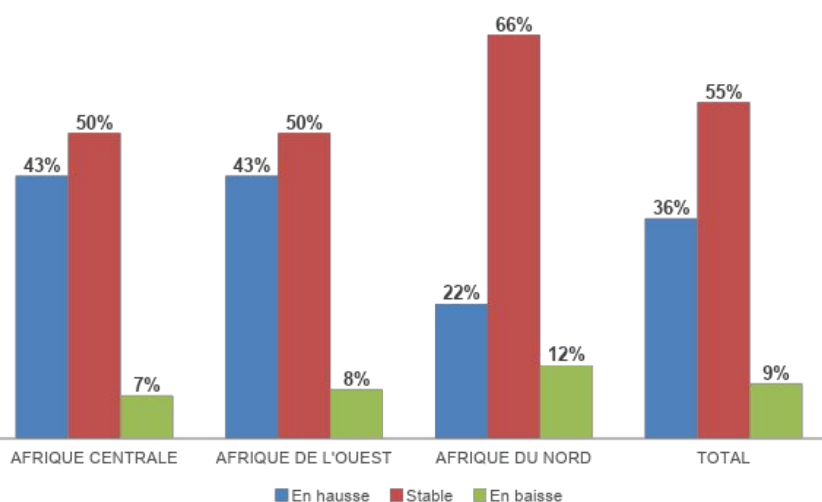
Montant des investissements sur les 6 derniers mois

Sur les six derniers mois, les investissements ont été stables pour près des 2/3 des entreprises. Les hausses des investissements ont été constatées par 19% des entreprises ; une proportion équivalente pour les baisses.

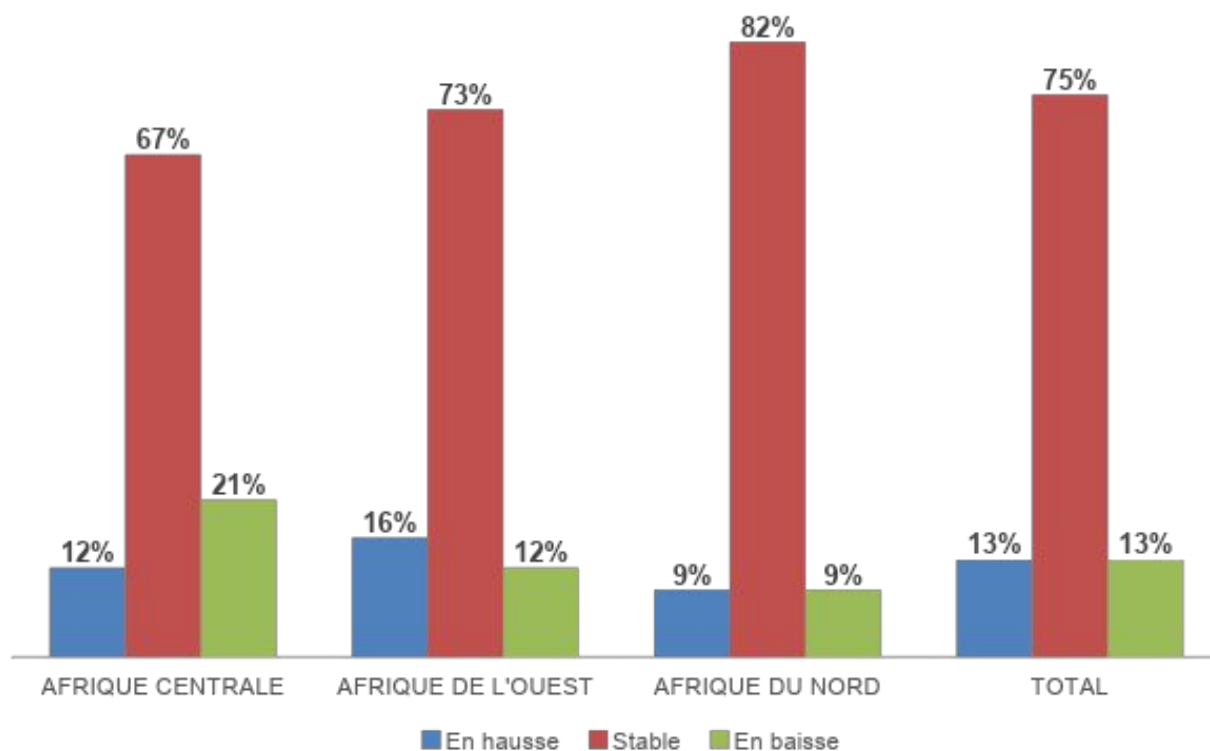


Montant des investissements sur les 6 prochains mois

Plus d'un tiers des entreprises envisagent une hausse de leur investissement. Cet optimisme est plus marqué dans les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest.

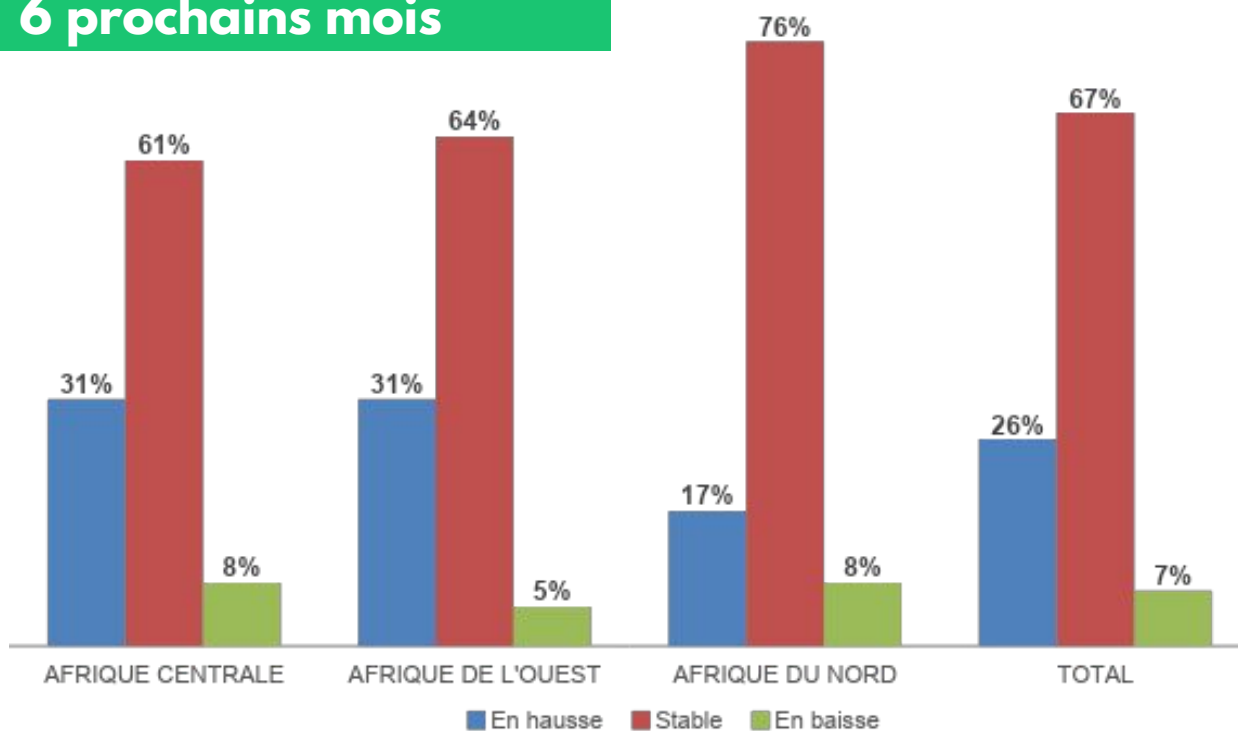


Evolution des salariés sur les 6 derniers mois



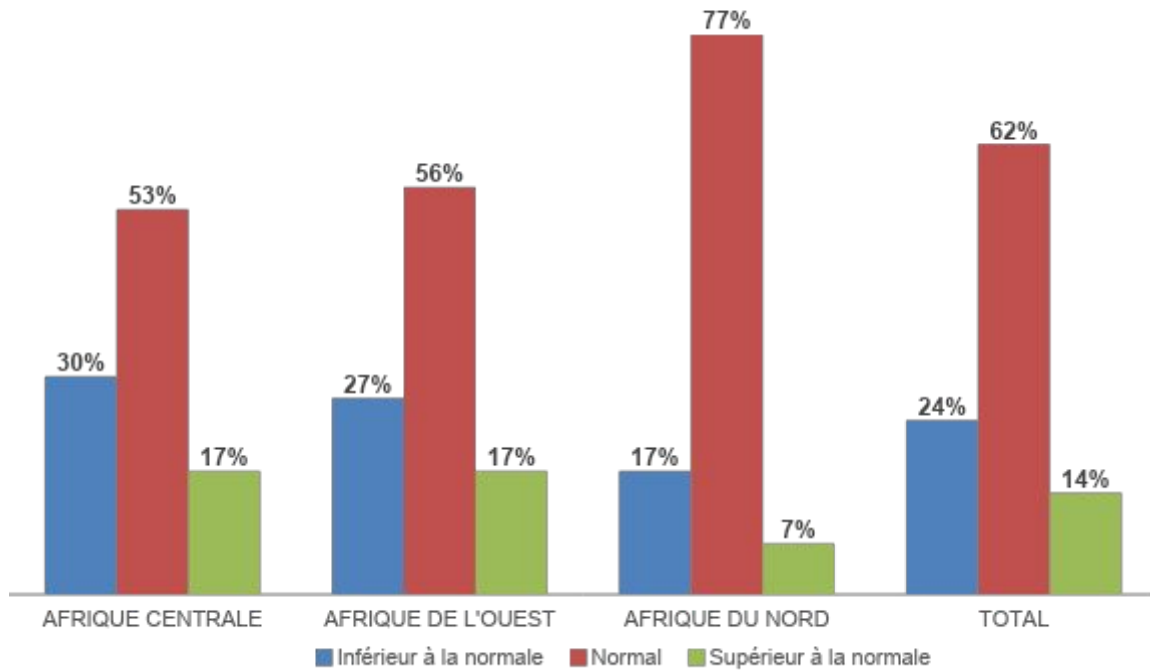
Les effectifs sont restés stables pour les trois quarts des chefs d'entreprises. Les hausses ou baisses d'effectifs ont concernées 13% des entreprises. Les plus fortes baisses pouvant être observées en Afrique centrale avec un taux de 21%.

Évolution des salariés sur les 6 prochains mois



Les perspectives sur les six prochains mois sont comme pour l'investissement, c'est-à-dire optimistes : 26 % déclarent vouloir embaucher et seulement 7 % craignent des licenciements.

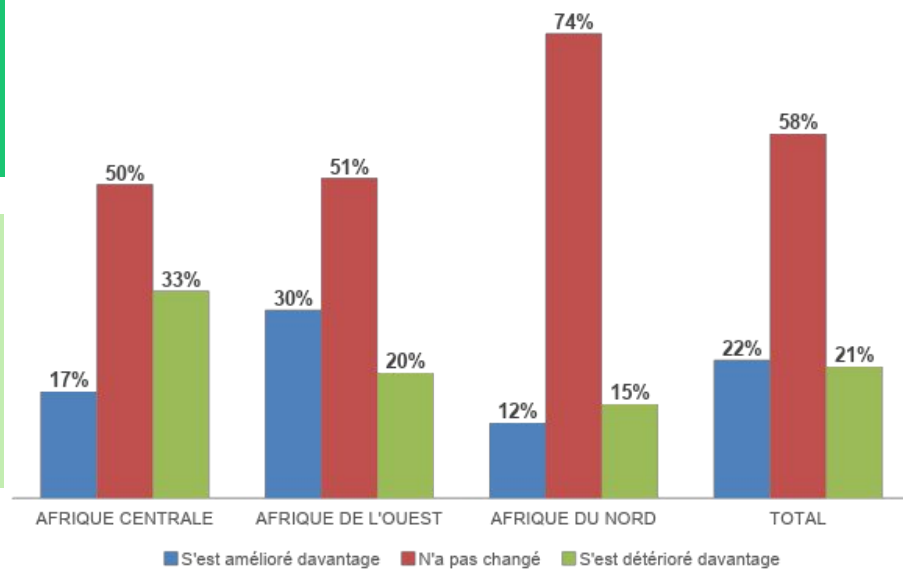
Niveau du carnet de commande



Si la majorité des chefs d'entreprises constate une stabilité des commandes, près d'un quart note une augmentation du volume d'affaires.

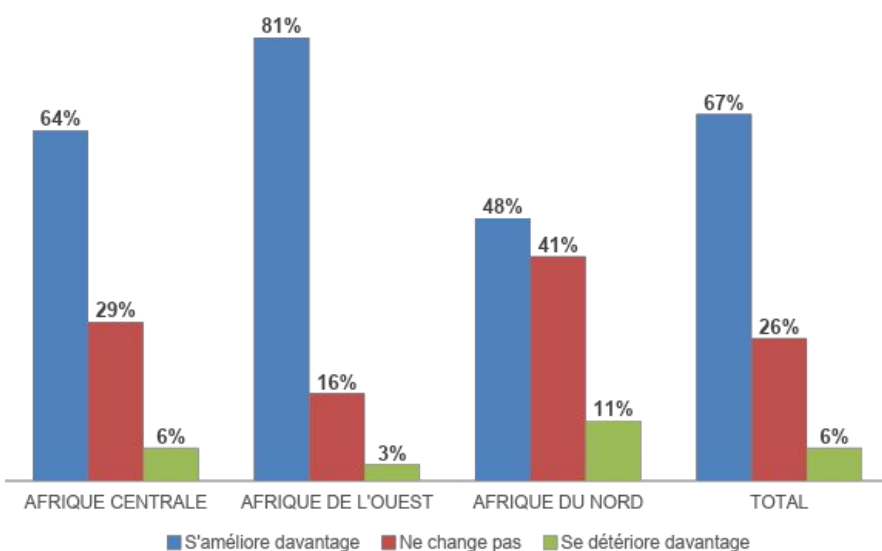
Environnement économique général autour de l'entreprise

C'est en Afrique centrale que les chefs d'entreprises sont les plus nombreux à juger l'environnement économique dégradé sur les six derniers mois.



Evolution sur les 6 prochains mois

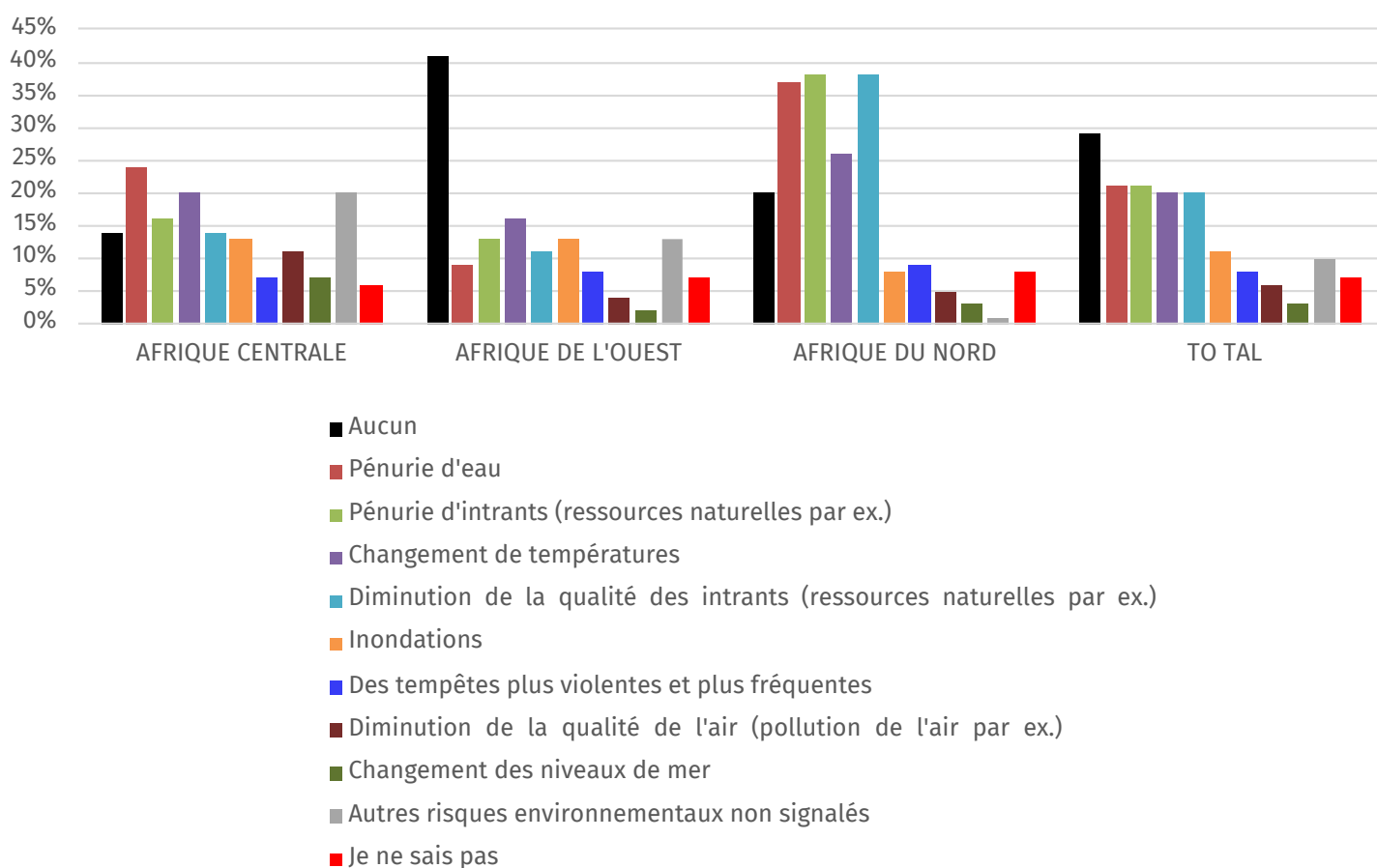
Les chefs d'entreprises se montrent particulièrement optimistes concernant l'environnement économique général de leur pays.



RENFORCER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le baromètre tente d'évaluer l'impact des risques environnementaux et d'analyser les pratiques des entreprises à l'aide de différentes questions qui permettent de mieux comprendre ces dernières.

Parmi les risques environnementaux ci-après, lesquels ont une incidence sur votre entreprise ?

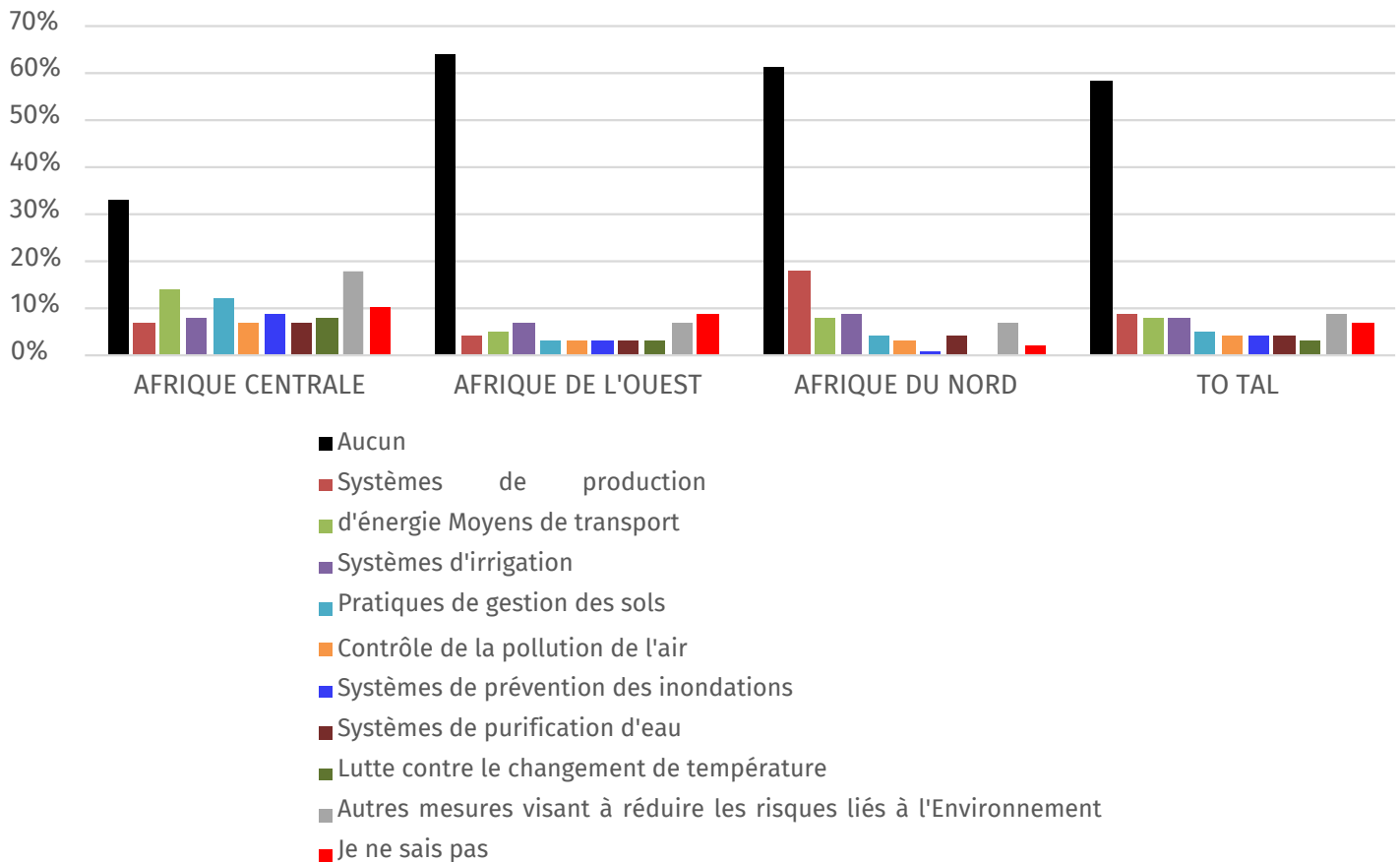


30% des chefs d'entreprises déclarent qu'il n'existe aucun risque environnemental particulier pouvant avoir une incidence sur l'entreprise. Néanmoins, certains risques sont tout de même mis en avant par les répondants :

- en Afrique centrale et en Afrique du Nord, il ressort que la pénurie d'eau constitue l'un des principaux risques pour les entreprises.
- Pour l'Afrique du Nord, c'est même la pénurie d'intrants et la diminution de la qualité de ces intrants qui est mise en avant comme risque majeur.
- S'agissant de l'Afrique de l'Ouest, sont mis en avant les changements de température ainsi que les inondations comme risques pesant sur les entreprises.

La stratégie d'adaptation des entreprises face aux risques environnementaux au cours des trois dernières années

Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle investi dans l'une ou l'autre des mesures ci-après pour réduire les risques environnementaux auxquels elle fait face ?

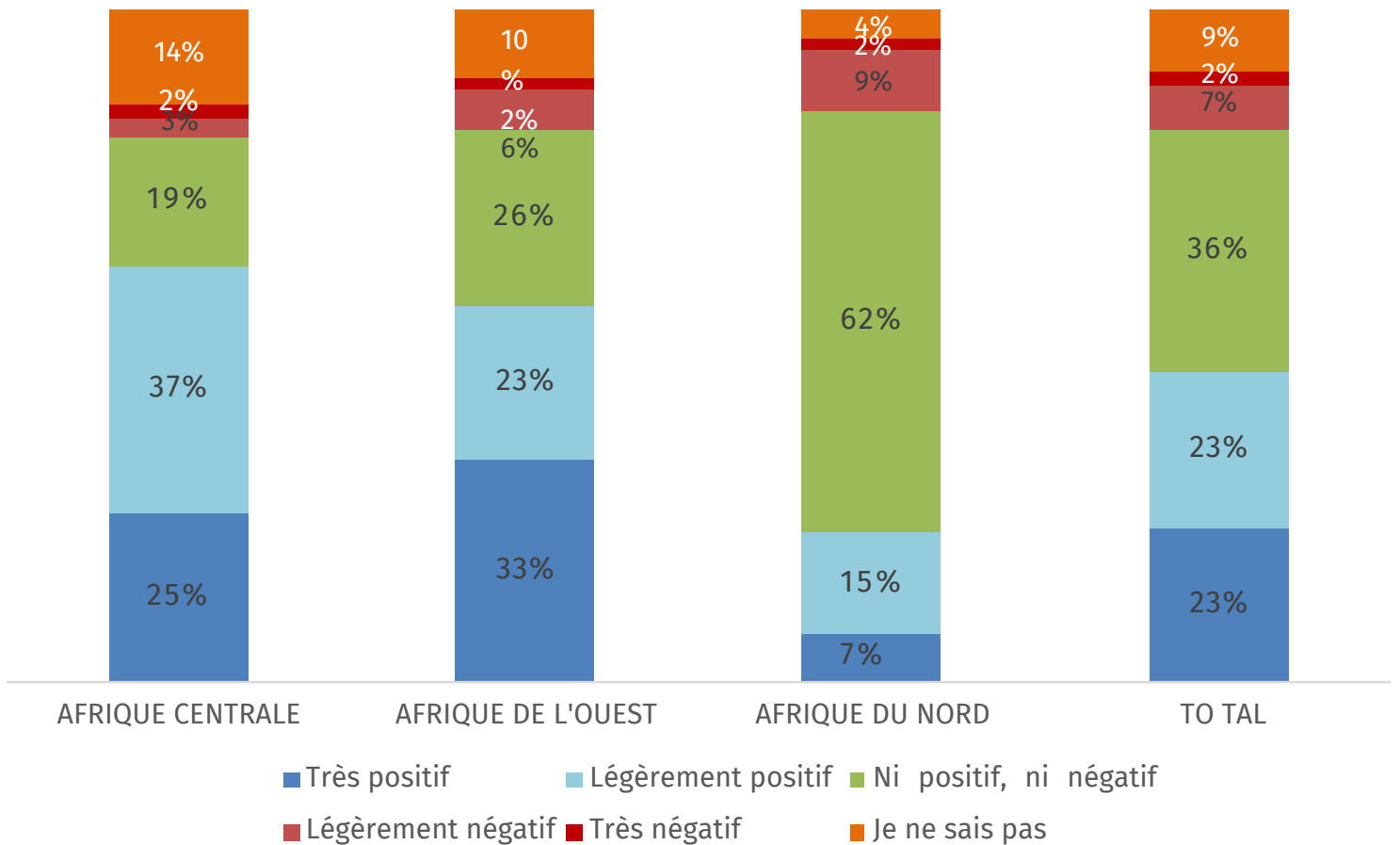


Au total des chefs d'entreprises interrogés, 42% déclarent avoir investi dans des mesures pour réduire les risques environnementaux auxquels ils sont confrontés.

- En Afrique centrale, les principaux investissements sont concentrés dans les moyens de transport et dans d'autres mesures visant à réduire les risques liés à l'environnement tels le recyclage, la sensibilisation du personnel, la rénovation thermique.
- Les investissements réalisés en Afrique de l'Ouest ont été principalement orientés dans les systèmes d'irrigation.
- En Afrique du Nord, les investissements sont faits majoritairement dans les systèmes de production d'énergie.

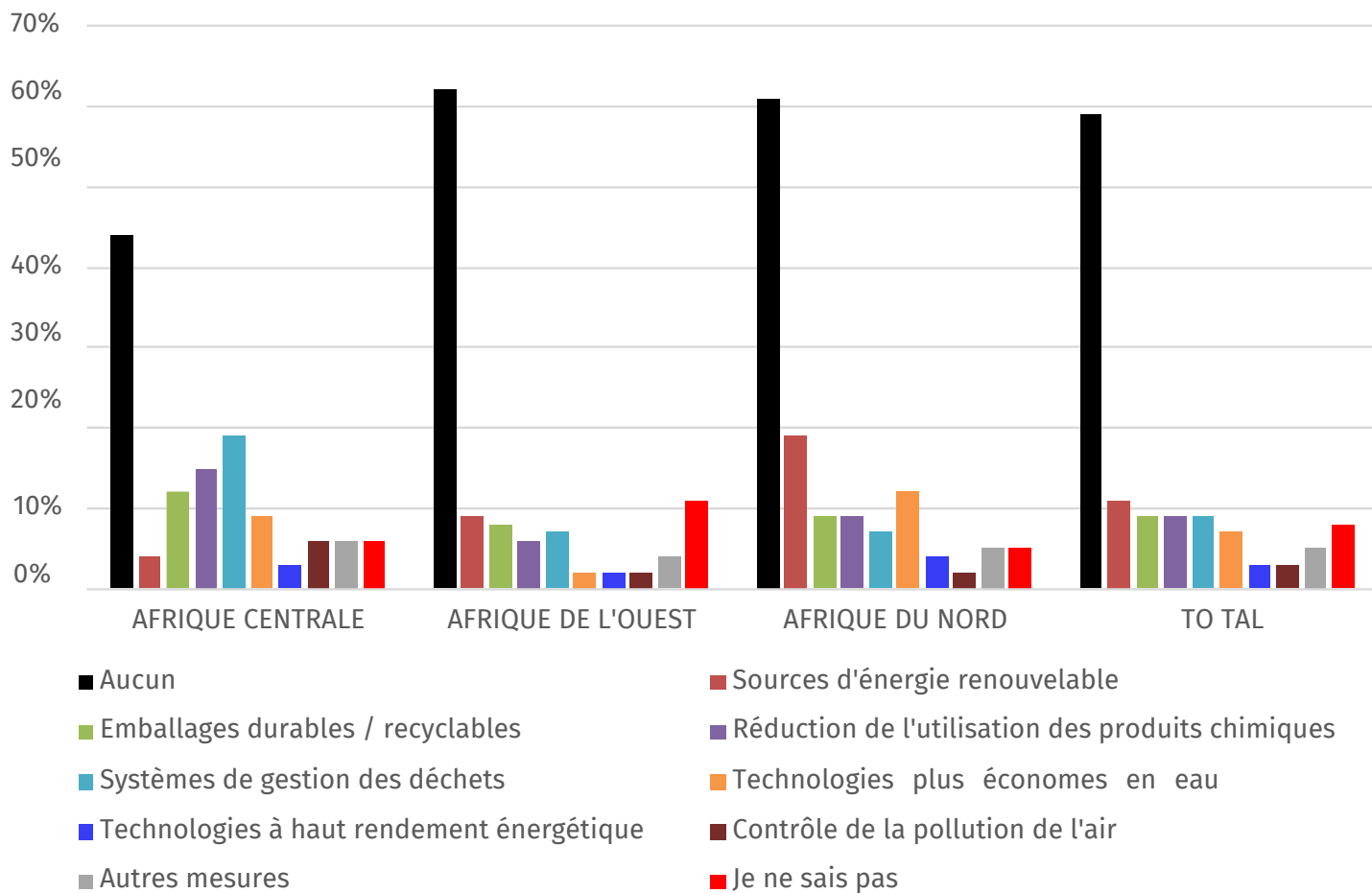
Evaluation de l'effet des entreprises sur l'environnement

Comment évaluez-vous l'effet de votre entreprise sur l'Environnement ?



Seulement 9% des répondants estiment que leur entreprise a un impact négatif ou très négatif sur l'environnement, même si une certaine méconnaissance semble subsister, notamment en Afrique centrale avec près d'un quart des entreprises qui ne connaissent pas leur impact sur l'environnement.

Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle investi dans l'une des mesures suivantes pour réduire son incidence négative sur l'Environnement ?

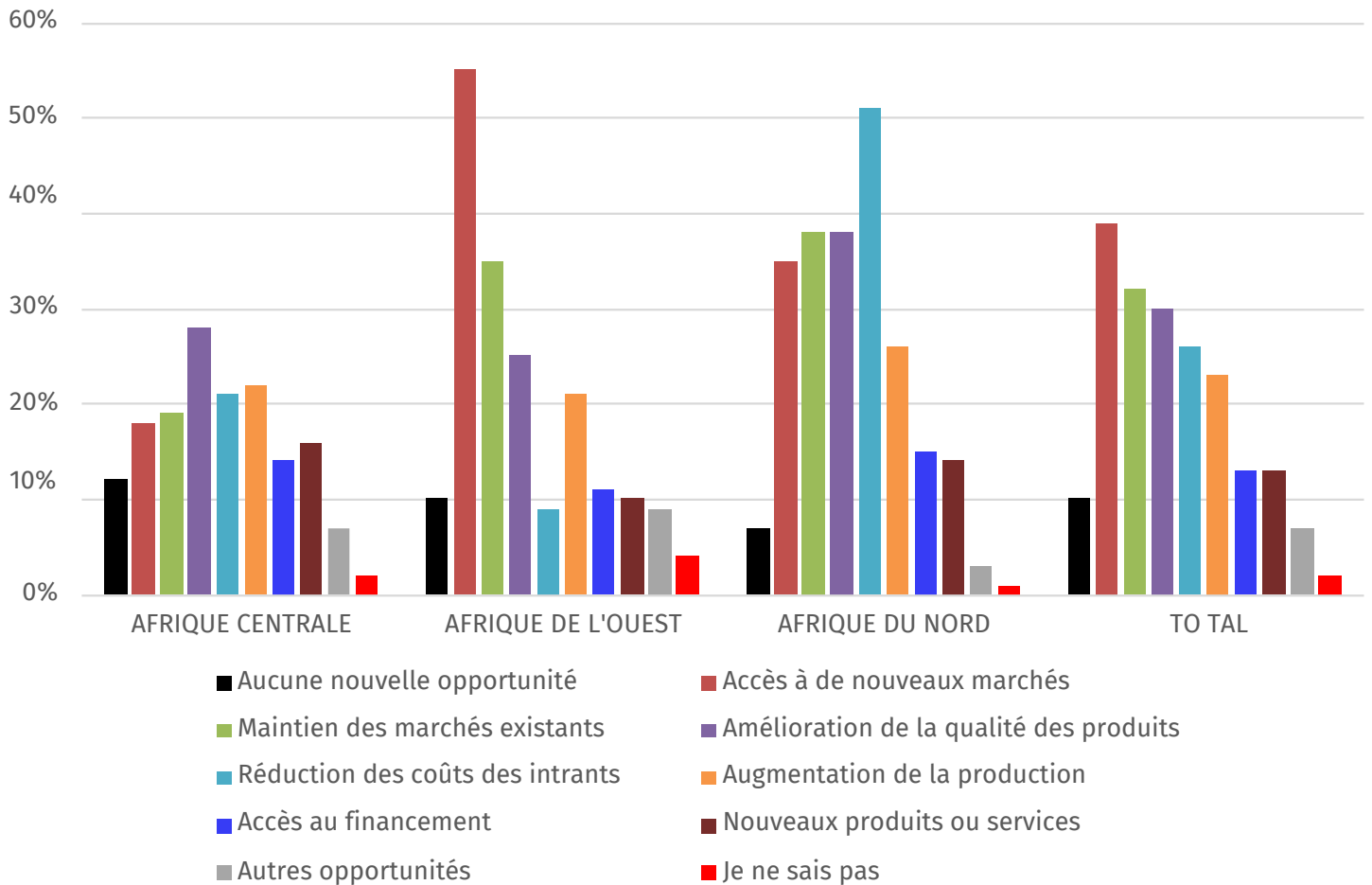


41% des chefs d'entreprise déclarent avoir investi, au cours des trois dernières années, dans des mesures visant à réduire leur incidence négative sur l'environnement.

Les investissements sont orientés :

- En Afrique centrale, vers les systèmes de gestion de déchets et la réduction de l'utilisation des produits chimiques.
- En Afrique de l'Ouest, vers les sources d'énergie renouvelable et les emballages durables.
- En Afrique du Nord, vers les sources d'énergie renouvelable et les technologies plus économes en eau.

Ces investissements ont-ils ouvert l'une des opportunités suivantes pour votre entreprise ?



Les chefs d'entreprise interrogés conçoivent que les investissements engagés pour réduire l'incidence négative de l'entreprise sur l'environnement leur ont ouvert des opportunités. Parmi les principales opportunités :

- **Améliorer la qualité des produits et augmenter la production pour les chefs d'entreprise d'Afrique centrale.**
- **Accéder à de nouveaux marchés et maintenir les marchés existants pour les chefs d'entreprise d'Afrique de l'Ouest.**
- **Réduire le coût des intrants et améliorer la qualité des produits pour les chefs d'entreprise d'Afrique du Nord.**

Baromètre de l'Opinion des Entreprises Africaines 2023

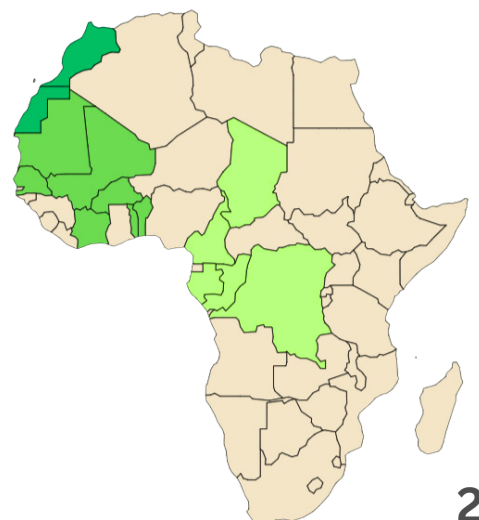
La CPCCAF est un réseau de coopération économique au service du secteur privé africain et francophone, initié par les présidents Léopold Sédar Senghor, Georges Pompidou et Félix Houphouët-Boigny, dont **la vocation première est d'organiser entre les organisations consulaires des pays qui la composent, une coopération bilatérale (ou multilatérale), dans tous les domaines relevant du développement du monde entrepreneurial.**

Notre réseau CPCCAF, fort d'un demi-siècle d'existence, est aujourd'hui représenté dans 31 pays, dont 26 de l'Afrique francophone.

Dans sa palette d'actions au service des chambres consulaires, la CPCCAF a une fonction de plaidoyer et agit comme levier auprès des ressortissants et des autorités locales ou nationales.

La coopération entre structures consulaires francophones permet de développer les échanges et les transferts de savoir-faire des chambres consulaires les plus avancées vers leurs homologues.

Les chambres consulaires, par leur capacité d'évocation auprès des pouvoirs publics et par leur offre de services au bénéfice de toutes les unités de production, **contribuent à la structuration du secteur privé et à la création de richesses.**



2023

BAROMÈTRE

DE L'OPINION DES ENTREPRISES
AFRICAINES

Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones

